

Déroulé des faits

28/10/2025

Origine de l'affaire

Décisions communales

Monsieur le Maire lors du conseil municipal du 18 février 2025 a évoqué les problèmes de sécurité routière que connaît la commune (extrait du PV) :

« Sécurité routière

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que notre commune, comme beaucoup d'autre en Charente, rencontre des difficultés pour faire respecter les vitesses autorisées et pour maîtriser le stationnement.

*En particulier à Aussac, nous avons un problème de vitesse dans la rue du Chalet et plusieurs problèmes de stationnement, à savoir sur le parvis de l'église et le long de l'église lors des cérémonies religieuses, **dans la rue de l'église où les véhicules stationnent en plein milieu, empêchant tout passage de piétons, cyclistes ou poussettes**, le long de la rue du Château d'eau à proximité de la borne incendie où le trottoir est utilisé comme stationnement en empiétant sur les massifs de fleurs.*

Nous avons également observé qu'un particulier se garaît au milieu du carrefour de la rue du Château d'eau, rue du chalet et que d'autres se garaient devant l'accès au puits communal, rendant impossible le passage piétons.

Certains de ces problèmes à Aussac ont déjà été évoqués par Monsieur le Maire il y a 2 ans, un budget a même été prévu et, à ce jour, aucune proposition n'a été faite.

Monsieur le Maire propose donc d'étudier la pose d'un coussin berlinois rue du Chalet dans un espace où il n'y a pas de maison bordant la voie. Madame Coussaud fait remarquer que ce genre de dispositif est très bruyant et que son implantation risque de poser problème. Monsieur Chambre rappelle qu'il s'agit d'un dispositif démontable. Madame Coussaud souligne que le lieu d'implantation évoqué va se trouver au milieu de la rue du Chalet et risque d'avoir moins d'impact que s'il était à l'entrée du village, coté RN10.

Monsieur le Maire rappelle qu'il ne peut planter ce genre de dispositif que dans le village, soit après le panneau d'entrée, et qu'il faudra limiter la vitesse à 30km/h conformément à la réglementation.

***Concernant le stationnement, il propose d'étudier la pose de bornes amovibles afin d'interdire le stationnement sur le parvis de l'église, de rendre la rue de l'église interdite aux voitures par ce même dispositif** ainsi de réglementer le stationnement le long de l'église pour les cérémonies religieuses avec la pose d'un panneau réglementaire, de placer une borne pour éviter le stationnement devant le puits communal (rue de la Croix) et de placer des poteaux en bois rue du Château d'eau avant la borne incendie en bordure des massifs floraux.*

Madame Dupuy fait remarquer que le stationnement risque de gêner la circulation rue du Château d'eau mais Monsieur le Maire lui confirme que les poteaux ne prendront que 60 cm du trottoir afin de protéger les massifs.

Pour la rue de la Duchesse à Ravaud Monsieur le Maire rappelle que, au dire du chauffeur, le dernier accident qui s'est produit était dû au brouillard et que l'absence d'une signalisation pertinente avait surpris le conducteur.

Sur la base de cette déclaration et comme annoncé lors du précédent conseil municipal, les services de l'ADA d'Aigre se sont rendus sur place et, avec Monsieur le Maire, ont proposé de positionner à titre d'essai des panneaux de signalisation du virage de type « double chevrons » et dans le sens Mansle St-Angeau un panneau « virage dangereux ». Les services du Département ont confirmé qu'un dispositif lumineux autonome serait plus pertinent mais reste à la charge de la commune.

Monsieur le Maire présente le type de panneau qui pourrait être posé à cet effet, doté de 2 capteurs

solaires, d'une batterie et d'un dispositif d'atténuation du flash la nuit. Monsieur le Maire fait part des retours obtenus sur Facebook de quelques habitants, ceux-ci soulignent la vitesse excessive, proposent l'implantation de plateaux ralentisseurs qui seraient plus efficaces. La difficulté de ces derniers est le bruit généré dans la mesure où cette route départementale est empruntée par de nombreux ensembles routiers bruyants.

Il propose néanmoins d'étudier une réduction de vitesse à 30 km/h pour la Traverse de Ravaud, puisqu'à ce jour seuls les PL sont limités à 30 km/h dans la Traverse.

Après plusieurs échanges sur les différents processus Monsieur le Maire proposera au Conseil Municipal une application chiffrée de l'ensemble des solutions évoquées ».

Lors du conseil municipal du 7 avril 2025 une délibération a été prise pour adopter les dispositions destinées à régulariser le stationnement :

« Délibération D_2025_3_11 : Stationnement et limitation de vitesse à Aussac

Monsieur le Maire propose, suite à la réunion du Conseil Municipal du 18/02/2025, les dispositions de voirie suivantes :

- implantation d'un dispositif ralentisseur rue du Chalet avec une limitation de vitesse à 30km/h dans la rue entre le panneau d'entrée dans le village d'Aussac et l'intersection avec la rue du Château d'eau où la vitesse est fixée à 20 km/h,*
- interdiction de stationner sur le parvis de l'église et dans le chemin d'accès au puits communal, dit "du haut" en partant de la rue de la Croix,*
- piétonnisation de la rue de l'église.*

Il s'agit d'améliorer la sécurité des usagers, de permettre la libre circulation des piétons et d'assurer une bonne organisation du stationnement tout en respectant les usages et cérémonies religieuses habituelles.

Afin de faciliter le respect de ces différentes dispositions il propose de mettre en place les signalisations nécessaires, d'implanter des bornes de voirie avec au moins une borne amovible au droit du parvis de l'église pour permettre l'accès exceptionnel à l'ancien garage du presbytère, et une autre borne amovible rue de l'Eglise au niveau du carrefour de la rue du Château d'eau, les autres bornes étant scellées.

Le conseil après en avoir délibéré accepte à l'unanimité la proposition du maire et l'autorise à signer tous les documents nécessaires ».

Une information municipale sur support papier a été diffusée pour informer les administrés sur cette décision et une version numérique a été communiquée via l'application « Panneau pocket » et mise en ligne sur le site internet de la commune.

Feuille d'informations municipales N° 281 du 18 avril 2025 (extrait)

« Voirie et stationnement

Le Conseil municipal a décidé de valider le passage à 30 km/h rue de la Duchesse à Ravaud pour tous les véhicules et de mettre en place une signalisation lumineuse au droit du virage de la fontaine.

*Sur Aussac, il a été décidé **de piétonniser la rue de l'Eglise** et de réglementer le stationnement devant l'église.*

Des potelets seront implantés pour protéger les espaces verts rue du château d'eau avant la borne incendie ».

Lors des séances du conseil municipal des 18 février et 7 avril 2025 M. Lamache était absent. Il a été destinataire des PV de séance qui ont été affichés sur le site internet de la commune.

Démarches de M. Lamache et réponses du Maire

Par courriel du 17 mai 2025, M. Lamache a dit découvrir le projet et a demandé une révision de l'aménagement (voir message électronique ci-dessous) :

Monsieur le Maire, chers collègues du conseil,

Je ne pourrai pas être présent le mardi 20 mai.

A la lecture du PV de la dernière séance, je découvre les dispositions qui doivent être prise pour la piétonisation de la rue de l'église. Hormis le fait que les riverains n'aient pas été concertés (j'en fais partis), j'attire votre attention sur le fait qu'il me faut conserver l'accès à la maison de façon non contrainte. Je précise que je souhaite pouvoir stationner un véhicule dans la cour, que je suis livré en fioul par cette rue et surtout que l'accès au service incendie doit être préservé. Aussi, je sollicite une révision de l'installation de la borne amovible par une signalisation adaptée permettant un libre passage aux riverains comme il est d'usage.

Je vous remercie par avance de la prise en compte de cette potentielle problématique.

Je vous souhaite un bon conseil.

Bien à vous.

Christophe LMH. |

Au vu des arguments exposés j'ai pris l'attache du service incendie et de secours et je me suis rendu sur place afin de déterminer la situation et les besoins réels. J'ai rédigé en date du 16 mai un PV de constatations (extrait) :

« Nous, monsieur Gérard LIOT, Maire de la commune d'Aussac-Vadalle,

Agissant dans l'exercice de ses fonctions de Maire, en qualité d'Officier de police judiciaire en application de l'article 16°1 du code de procédure pénale.

Vu les informations portées à ma connaissance par M. Christophe Lamache, Conseiller Municipal, dans son message électronique du 15 mai 2025, contestant les dispositions prévues dans la délibération D2025-3-11 du 7 avril 2025 concernant la piétonisation de la rue de l'église et l'implantation de bornes fixes et amovibles.

Se trouvant dans l'exercice de ses fonctions et sur sa commune

Muni d'un extrait du plan cadastral (voir pj), me suis rendu le vendredi 16 mai à 09h15 rue de l'église à Aussac, afin d'établir un constat des lieux,

Constatons les éléments matériels suivants :

- 1. Longueur cadastrale de la rue de l'Eglise : 21,29 m,*
- 2. Largeurs mesurées de la rue : au point A = 2,75 m ; au point B = 2,87 m,*
- 3. Largeur mesurée du portail au point C = 2,12 m au point D = 1,07 m.*
- 4. L'accès à la parcelle E 1462 par la rue de l'Eglise donne sur une courette avec un étendage pour le linge,*
- 5. L'accès à la parcelle E 1244 par la rue de l'Eglise donne sur une courette où sont implantés un dispositif d'assainissement autonome et une pergola en bois avec table et chaises.*

Six photos sont jointes au présent procès verbal de constatation.

Dressé le 16 mai 2025, à Aussac-Vadalle.

Le Maire »

Compte tenu des éléments retenus j'ai adressé à M. Lamache la réponse suivante (extrait) :

« Monsieur le Conseiller municipal,

Comme suite à votre demande de révision de l'installation de la borne amovible, rue de l'église, prévue par délibération D 2025-3-11 du 7 avril 2025, par une signalisation adaptée permettant un libre passage aux riverains, je vous rappelle que la décision de piétonniser la rue de l'église fait suite aux nombreuses demandes des habitants d'Aussac.

Je vous apporte les réponses suivantes :

Concernant la communication sur le projet :

- *Vous indiquez découvrir ce projet dans le PV du 7 avril transmis pour validation le 15 mai 2025, alors que lors la réunion du conseil municipal du 18 février 2025 nous avons débattu de ce projet et plus particulièrement de la piétonnisation de la rue de l'église au regard du stationnement de véhicules au milieu de la rue. Je reproduis ci-après le texte retranscrit dans le PV : « dans la rue de l'église où les véhicules stationnent en plein milieu, empêchant tout passage de piétons, cyclistes ou poussettes ». Absent de la séance du conseil, vous avez été destinataire du projet de PV, transmis par la secrétaire de mairie le 1er avril 2025, et qui n'a pas fait l'objet d'observation de votre part.*
- *Vous indiquez que les riverains n'ont pas été concertés, alors que j'évoque régulièrement la problématique du stationnement sur Aussac et qu'une information a été communiquée le 18 avril 2025 et diffusée par l'application Panneau pocket, le site Internet de la commune et qu'une version papier a été mise dans chaque boîte aux lettres, des habitants de la commune. Je reproduis ci-après ce texte : Sur Aussac, il a été décidé de piétonniser la rue de l'Eglise et de réglementer le stationnement devant l'église. A ce jour, hormis vous, aucun autre riverain ne s'est manifesté contre le projet.*

Concernant vos arguments sur votre utilisation de la rue de l'église,

- *Afin de vous apporter des réponses précises, je me suis rendu sur place et j'ai dressé un constat de l'état des lieux le 16 mai 2025, voir pj.*
- *Vous demandez à conserver l'accès à la maison de façon non contrainte et vous souhaitez stationner un véhicule dans la cour. Il ressort du plan cadastral, que la parcelle E 1426 est accessible de longue date par un grand portail donnant sur la rue du chalet. Un accès de 2,12 m de largeur, existant rue de l'église, donne sur une petite courette enherbée, située sur cette parcelle où se trouvent deux poteaux formant un étendoir. La largeur de la rue de l'église est de 2,75 m au droit de ce portail et ne permet pas à un véhicule de rentrer dans la courette sans modification de clôture. A ce jour il n'y a aucune permission de voirie ou déclaration de travaux pour modifier cet accès.*
- *Vous indiquez que vous êtes livré en fioul par cette rue. La nouvelle installation ne posera aucun problème pour cette livraison. En effet je ne peux pas imaginer que le camion du livreur de fioul s'engage dans la rue de l'église au vu de son étroitesse et de l'aggravation du risque qui serait ainsi créé. De plus la largeur de ce type de camion est d'environ 2,5 m soit un reste de largeur totale de 0,2 m théorique pour ouvrir sa porte ou accéder aux commandes de distribution.*
- *Enfin vous évoquez l'accès pour le service incendie. Il me semble que les services de secours ne s'engageront pas dans la rue de l'église afin de maintenir les accès aux véhicules, pour les mêmes raisons que le livreur de fioul évoqué ci-avant.*

Concernant le dispositif retenu :

- *Nous avons prévu d'installer deux bornes dont une serait amovible afin de permettre à l'avance des accès ponctuels pour des véhicules utilitaires au service des riverains.*
- *La borne en limite de la rue du chalet sera fixe et placée au centre de la voie laissant ainsi des passages de 1,37 m.*
- *La borne en limite de la rue du château d'eau sera amovible et au regard de l'évasement de la rue à cet endroit, permettra un accès ponctuel facilité.*
- *L'impossibilité physique pour les véhicules de stationner rue de l'église va permettre d'améliorer et de faciliter les conditions d'accès des services de secours et d'incendie mais également des livreurs.*

Vu la nécessité de permettre la circulation des piétons rue de l'église, de lutter contre le stationnement gênant et après information du conseil municipal, je vous informe que je ne peux pas donner une suite favorable à votre demande de remplacer les bornes par des panneaux de signalisation.

Je vous informe que vous pouvez saisir le Tribunal Administratif de Poitiers situé au 15, rue de Blossac 86000 Poitiers pour contester la délibération D 2025-3-11 du 7 avril 2025 concernant cet aménagement ».

En parallèle M. Lamache a adressé le mail ci-dessous (extrait) :

« Monsieur le Maire, Mesdames, Monsieur les adjoints,

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint une copie de la lettre qui vous sera adressée, Monsieur le Maire, par envoi recommandé.

Elle concerne le projet de modification de notre espace rue de l'église.

Il doit permettre le stationnement et surtout la mise en charge de nos véhicules électriques.

Je n'ai pas eu de nouvelles de vos dernières dispositions aussi j'espère que nous trouverons une solution.

Cordialement.

Christophe LAMACHE »

Le courrier reçu en pj est reproduit ci-dessous :

Objet : Demande de maintien d'un accès à ma cour – Rue de l'Église

Monsieur le Maire,

Par la présente, je me permets de vous interpellier officiellement concernant la récente mesure de piétonnisation de la rue de l'Église, dans laquelle se situe l'accès à ma cour au 1 rue de l'Église.

Si je comprends que cette mesure s'inscrit dans une politique d'apaisement de la circulation et de sécurisation des piétons, je souhaite attirer votre attention sur les conséquences directes de cette décision, à savoir l'impossibilité d'accéder à ma propriété par véhicule.

À ce jour, il m'est déjà possible de faire stationner un véhicule de petit gabarit (type Smart ou Fiat 500) sur mon terrain, via un portail d'une largeur de 2,05 mètres. Je travaille actuellement avec un cabinet d'architecte pour adapter la cour intérieure afin d'y aménager une place de stationnement pour un véhicule plus grand (type berline).

Ces travaux n'ont pas encore débuté. En l'état actuel de la réglementation, et sans garantie d'accès motorisé, lancer ces travaux constituerait une prise de risque juridique et financière manifeste, voire un contournement du droit applicable.

Par ailleurs, je tiens à signaler que les livraisons de fioul pour le chauffage de mon logement s'effectuent également par la rue de l'Église, et nécessitent le passage d'un petit camion-citerne jusqu'à l'entrée de ma cour.

Il est important de préciser qu'il ne saurait être question de limiter cet accès à un dispositif reposant sur une clé disponible uniquement en mairie. Une telle solution contraindrait l'accès par véhicule aux seuls horaires d'ouverture des services municipaux, ce qui serait manifestement inadapté à l'usage légitime et privé de ma propriété.

Cette situation soulève plusieurs points juridiques :

- Le maire dispose effectivement, en vertu de l'article L2213-2 du Code général des collectivités territoriales, du pouvoir de réglementer la circulation pour des raisons de sécurité, tranquillité ou salubrité publique.
- Toutefois, ces mesures doivent respecter le principe de proportionnalité et ne peuvent porter atteinte au droit de propriété, ni empêcher de manière totale et définitive l'accès à une propriété privée.

• Le Conseil d'État, dans son arrêt n°310846 du 13 mai 2009 (Commune de Gagny), rappelle expressément que :

« Le maire ne saurait, sans méconnaître le droit de propriété et le droit d'accès à celle-ci, interdire totalement aux riverains l'accès à leur propriété par un véhicule. »

En l'état, l'absence de dispositif permettant aux riverains de conserver un accès motorisé raisonnable constitue une atteinte injustifiée à mes droits.

Je sollicite donc la mise en place d'un aménagement permettant aux résidents concernés d'accéder à leur propriété en véhicule, par exemple via un système de plots amovibles par badge avec une autorisation spécifique, afin de garantir un équilibre entre les objectifs de tranquillité publique et les droits des riverains.

Vous trouverez ci-joint le projet de transformation de l'espace. Je précise qu'il a débuté par la pose d'une borne électrique de recharge en début d'année. Le dossier est mené par le cabinet « CONCEPTION NEXUS » dont vous trouverez les coordonnées sur une copie des documents joints.

Dans l'attente de votre retour, je reste naturellement à votre disposition pour toute précision ou échange.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Lamache Christophe

Un plan d'un futur aménagement était joint au courriel.

J'ai apporté une réponse par courriel en proposant à M. Lamache de venir siéger en conseil afin qu'il puisse présenter ses arguments en Conseil :

« Bonjour Christophe,

Nos courriers se sont croisés à quelques minutes près !

Au vu des éléments que tu m'adresses et dans l'attente de ton courrier recommandé, je diffère la prise de l'arrêté concernant la rue de l'église.

J'évoquerai ce sujet lors du prochain conseil municipal qui est prévu le mardi 1 juillet 2025 à 18h30.

Je te confirme que plusieurs véhicules se garent rue de l'église au mépris de la réglementation et que notre volonté est de permettre une libre circulation des piétons et des cycles tout en préservant les accès pour les services d'incendie et de secours. »

M. Lamache m'a apporté la réponse suivante par courriel :

« Monsieur le Maire, Gérard,

Effectivement nos courriers se sont croisés.

Je te remercie pour la prise en compte de ma problématique et le "réexamen" proposé au prochain conseil municipal.

Je comprends ton souci de libre circulation et de stationnement.

J'ai bien compris également qu'une signalisation te paraît insuffisante. Le tout réside désormais dans le type de borne ou de plot que tu souhaites mettre en place.

Voici quelques explications :

J'ai du faire face à des difficultés ces derniers temps concernant cette maison.

Mon grand portail a été indisponible pendant plusieurs mois avec menace de chute nécessitant la mise en place d'étais de sécurisation. C'est réglé depuis peu.
Je ne pouvais plus assurer la charge de mes véhicules électriques.
Mon stationnement était extérieur. J'avais pris soin de demander l'autorisation de madame Marianne Coussaud pour stationner devant son garage. J'ai alimenté sans doute la source du mécontentement sans que personne ne vienne me voir.
Aussi, il nous a fallu réfléchir pour trouver une solution alternative car le portail reste lourd et difficile à mobiliser (réglages permanents nécessaires)
Nous avons donc opté pour l'aménagement rue de l'église.
J'ai anticipé l'installation d'une prise dans la courette en février et ai fait appel à un cabinet d'architecte pour optimiser le projet.
Nous réfléchissons encore sur le sol que nous pourrions réaliser dans cette espace.
Je me permettrai comme il se doit de t'adresser une demande de modification de clôture, mais je ne me lancerai pas dans cet aménagement sans garantie de passage.
Si la piétonisation me paraît être une bonne idée, il me faut toutefois pouvoir rejoindre et quitter cet espace sans contrainte.
Merci encore pour ton écoute et celle de tes adjoints.
Je renouvelle mon souhait de trouver une solution satisfaisante pour tous.
Cordialement.
Christophe Lamache »

M. Lamache a prévenu la secrétaire qu'il ne viendrait pas au Conseil Municipal.
Je lui ai donc adressé le courriel ci-dessous :

« Bonjour Christophe,

J'espère que tu vas bien en cette période de forte chaleur, ainsi que ta famille.
La secrétaire de mairie m'a informé que tu ne serais pas présent ce soir à la séance du conseil municipal et je le regrette vivement au regard de ma proposition à examiner ta demande de modification des dispositifs liés à la piétonisation de la rue de l'église.
Comme je te l'avais indiqué il s'agit pour nous de s'assurer du respect de cette mesure car à ce jour des véhicules stationnent toujours dans la rue rendant impossible le passage des piétons au regard de sa faible largeur, ce qui engage leur sécurité.
Je te rappelle que depuis 2019 la rue de l'église est dans le dispositif de zone de rencontre définie par l'article R110-2 du Code de la Route.
Au regard de ces éléments et comme tu le sais la pose de bornes dont une amovible a été votée par le conseil.
Compte tenu de tes demandes, je peux, si cela te conviens, proposer au conseil de ce soir un aménagement de ces dispositions et en particulier de prévoir une borne amovible à chaque bout de la rue. On pourrait ensuite par convention te confier une clef pour manœuvrer ces bornes afin d'accéder à ta parcelle pour tes besoins de rechargement de ton véhicule. Cette clef serait uniquement pour ton usage.
Bien sûr tous les riverains pourront accéder occasionnellement à la rue en faisant la demande à la mairie.
Au niveau de la commune nous avons prévu un dispositif manuel, mais si tu acceptes de prendre en charge le financement on pourrait installer un dispositif électrique.

J'espère avoir répondu à ta demande et je reste en attente de ta réponse afin de pouvoir l'évoquer au conseil de ce soir. »

En début du conseil municipal j'ai reçu le mail suivant :

« Bonsoir Gérard

Je découvre ton message

Je ne peux pas faire un AR de plus de 900 km pour assister au CM, je suis désolé

Concernant l'accès, va pour la clef

Bon CM

Cordialement

Christophe LMH »

J'ai donc pris acte de l'accord de M. Lamache pour mettre en place une convention afin de lui faciliter l'accès récurrent à sa parcelle via la rue de l'église.

Le conseil a délibéré favorablement et j'ai pris un arrêté en conformité avec cette délibération.

A l'issue du conseil j'ai adressé le courriel suivant avec l'arrêté de piétonisation :

« Bonjour Christophe,

J'espère que tu vas bien ainsi que ton épouse.

Je reviens vers toi dans le cadre de la piétonisation de la rue de l'église.

Le conseil municipal a validé la convention qui te permettra l'usage d'une clef pour accéder par la rue de l'église à ton domicile pour recharger ton véhicule.

Je reste en attente de tes demandes d'urbanisme et de voirie nécessaires à la réalisation de tes travaux de création d'un accès pour véhicule dans cette rue.

Dans cette attente je t'adresse l'arrêté de piétonisation ».

Lors de la convocation de la réunion du Conseil Municipal du 16 septembre 2025, après nous avoir dit qu'il serait absent, nous avons reçu le mail suivant :

« Monsieur le Maire, Chers élus,

Je ne pourrai pas être présent au conseil municipal du mardi 16 septembre 2025.

Profitant de cette correspondance, je vous informe que j'entame une procédure de recours gracieux contre la piétonisation de la rue de l'Eglise.

Cela permettra de lever les réserves sur la convention d'accès évoquées lors du dernier conseil.

Cordialement ».

Effectivement j'ai reçu un recours gracieux par lettre recommandée le 15/09/2025 (voir ci-dessous).

Monsieur et Madame LAMACHE Christophe
1 rue de l'Eglise à Aussac
16560 AUSSAC VADALLE
0645962511
famille.lamache@yahoo.com

Monsieur Gérard LIOT
Maire d'AUSSAC VADALLE

Objet : demande de recours gracieux

Monsieur le Maire,

Par la présente et pour faire suite à la lettre AR du 24 mai 2025, nous vous informons que nous sollicitons un recours gracieux dans le cadre de la piétonnisation de la rue de l'Eglise d'Aussac. En effet, vous nous avez adressé par un message datant du 25 juillet 2025, l'arrêté A_2025_79 portant création d'une zone piétonne rue de l'Eglise à Aussac.

Or,

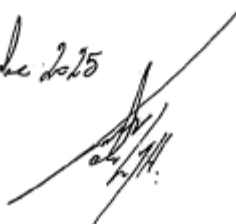
- Les riverains n'ont jamais été concertés et sont opposés à ces dispositions.
- Les conditions d'insécurité évoquées, semble-t-il, au conseil municipal, ne sont pas fondées. (Aucun incident, aucun accident, aucune main courante, aucune plainte déposée n'ont été recensés)

D'autre part,

L'accès libre et sans contrainte des véhicules des habitants n'est pas garanti par l'article 5 de l'arrêté, il ne s'agit pas simplement d'une dérogation de circulation mais surtout d'un droit à l'accès total et permanent des propriétés qui ne peut être soumis à autorisation ponctuelle.

Au vu de ces quelques informations, nous estimons que votre décision est injustifiée et vous prions de bien vouloir procéder au retrait de l'arrêté dans les meilleurs délais.

Dans l'attente d'une réponse à ma requête, veuillez d'agréer, Monsieur le Maire, nos salutations distinguées.

12 Septembre 2025


J'ai saisi le cabinet d'avocat SELARL 1927 Avocats et Maître T. Drouineau m'a communiqué les éléments de réponse et j'ai répondu le 17/10/2025 par lettre recommandée avec AR en refusant le recours gracieux.

Dans l'intervalle M. Lamache a envoyé un mail à tous les conseillers municipaux pour annoncer qu'il déposait un recours au Tribunal Administratif (voir message ci-dessous).

28/10/2025 09:57

14-10-2025 15:16 - famille.lamache@yahoo.com - Re: Prochaine séance du conseil municipal

De : Christophe Lamache <famille.lamache@yahoo.com>
Sujet : Re: Prochaine séance du conseil municipal
Date : 14-10-2025 15:16
À : LIOT Régine <liotregine16@gmail.com>; KERJEAN Madeleine <mad.kerjean@gmail.com>; CHAMBRE Damien <damienchambre16@gmail.com>; COUSSAUD Béatrice <j-f.coussaud@wanadoo.fr>; LEHEMBRE Pierre-Yves <pierre-yves.lehembre@wanadoo.fr>; LE DIRAISON Guillaume <lediraison.guillaume@gmail.com>; DUPUY Marine <dupuymarine79@gmail.com>; BIZE Aurélie <bize.aurelie@gmail.com>; LEGRAND Xavier <legrand-xc@hotmail.fr>; AUPY Jocelyne <fonteneau.joce@hotmail.fr>; Céline Croizard <mairie@aussac-vadalle.fr>;
CC : LIOT Gérard <mairie@aussac-vadalle.fr>;

LC

Monsieur Le Maire, Mesdames Messieurs les élus,

Concernant la piétonisation de la rue de l'Eglise à Aussac, je n'ai pas eu de retour sur le recours gracieux initié le 12 septembre 2025 et les travaux ont débuté la semaine dernière avec le traçage au sol des futures installations.

Aussi, pour être transparent, je vous informe que je viens de procéder à un recours administratif auprès du Président du tribunal de Poitiers.

Cordialement.

Christophe Lamache.

Le lundi 29 septembre 2025 à 13:36:23 UTC+2, Céline Croizard <mairie@aussac-vadalle.fr> a écrit :

Bonjour,

Monsieur le Maire vous informe que la prochaine séance du conseil municipal devrait avoir lieu le **lundi 03 novembre 2025** à 18h30.

Cordialement

Céline CROIZARD
Mairie
61, rue de la République
16560 AUSSAC-VADALLE
Tél : 05.45.20.61.60

Entre temps le délai relatif à la publicité légale de la convention étant écoulé (2 mois), la secrétaire de mairie lui adressé le 20/10/2025 par courriel la copie de la convention autorisée par le Conseil Municipal du 01/07/2025 (voir copies de la délibération et de la convention ci-dessous).

**délibération :
D_2025_5_7**

L' an deux mille vingt cinq, le mardi 01 juillet à 18 h 30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire en mairie, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en
exercice : 12

Date de convocation du : 26 Juin 2025

Présents : 9

Présents : Monsieur LIOT Gérard, Madame COUSSAUD Béatrice, Monsieur CHAMBRE Damien, Madame BIZE Aurélie, Madame DUPUY Marine, Madame KERJEAN Madeleine, Monsieur LEGRAND Xavier, Monsieur LEHEMBRE Pierre-Yves, Madame LIOT Régine

Votants : 9

Absent(s) : Madame AUPY Jocelyne

**Objet : Modalités pratiques
de la piétonisation de la rue
de l'Eglise**

Excusé(s) : Monsieur LAMACHE Christophe, Monsieur LEDIRAISON Guillaume

Secrétaire de Séance : Madame Madeleine KERJEAN

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a été saisi par lettre recommandée par un riverain de la rue de l'Eglise, qui souhaite un aménagement du dispositif de piétonisation de la rue de l'Eglise. Les conseillers municipaux ayant été mis en copie de son courriel ainsi que de sa réponse, il ne détaillera pas ces derniers.

Dans un esprit d'apaisement Monsieur le Maire propose, au delà de l'autorisation d'accès ponctuelle qui sera bien entendu accordée à tous les riverains pour accéder à la rue de façon ponctuelle et après demande écrite, de passer une convention pour un accès permanent à la rue selon les dispositions de la convention en annexe.

Le conseil municipal, bien que réservé sur cette convention, émet un avis favorable à l'unanimité et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

Pour : 9 Contre : 0 Abstention : 0

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 01/07/2025, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire selon date de l'accusé de dématérialisation.

Fait et délibéré les mêmes
ans, mois et jours que ci-
dessus.
Au registre sur les signatures
pour copies conformes,
Le Maire,
Gérard Liot





**CONVENTION D'ACCES VEHICULE RIVERAIN
RUE DE L'EGLISE
BOURG D'AUSSAC**

ENTRE LES SOUSSIGNES

La commune d'AUSSAC-VADALLE, Mairie - 16560 AUSSAC-VADALLE, représentée par son Maire, M. Gérard LIOT, désigné ci-après « le Maire » et autorisé par délibération D_2025_5_7 du conseil municipal en date du 01 juillet 2025,

d'une part,

et

2) M. Christophe Lamache, demeurant : rue du chalet- 16560 AUSSAC-VADALLE, désignée ci-après « le bénéficiaire »

d'autre part,

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention concerne l'autorisation permanente d'ouvrir les bornes amovibles condamnant l'accès à la rue de l'église et la mise à disposition d'une clef d'accès des bornes amovibles de la rue de l'église dans le bourg d'Aussac.

La présente convention a pour objet de déterminer les droits et obligations de chaque soussigné dans le cadre de cette opération de mise à disposition.

ARTICLE 2 - ENGAGEMENT DES PARTIES

La commune autorise exclusivement au « bénéficiaire », qui l'accepte, sous les conditions ci-après, l'autorisation permanente d'ouvrir les bornes amovibles de la rue de l'église dans le bourg d'Aussac.

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre cette autorisation uniquement pour accéder avec son véhicule à la parcelle E 1462 suite à des travaux d'aménagement à réaliser à sa charge sous réserve d'obtenir les autorisations d'urbanismes et de voiries nécessaires, dans le but de charger la batterie électrique de son véhicule.

L'accès à la parcelle pour toute autre motif devra faire l'objet d'une demande en application de l'arrêté du maire à paraître relatif à la piétonisation de la rue de l'église.

ARTICLE 3 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa signature.

Elle sera reconduite par période de trois ans sauf dénonciation par une des parties conformément à l'article 6.

AR Prefecture

016-211600242-20250701-D_2025_5_7-DE
Reçu le 03/07/2025
Publié le 25/07/2025

ARTICLE 4 - CONDITIONS DE LA MISE A DISPOSITION

1. les travaux d'aménagement privés du bénéficiaire devront être achevés avant la mise en application de la présente convention et sous un délai de 6 mois à compter de la signature de la présente,
2. En aucun cas, « le bénéficiaire » ne pourra :
 - Confier la clef à un tiers quel qu'il soit,
 - Arrêter ou stationner un véhicule dans la rue autre que pour enlever et remettre la borne,
3. « le bénéficiaire » s'engage à :
 - Ouvrir la borne le temps strictement nécessaire au passage de son véhicule,
 - Refermer la borne immédiatement après,
 - Garder la clef sous sa seule responsabilité.
4. « le bénéficiaire » est responsable des conséquences de tout arrêt ou stationnement dans la rue de l'église qui serait lié à la mise en œuvre de l'accès dans le cadre de la présente convention.

ARTICLE 5 - RESPONSABILITES

« Le bénéficiaire » prendra les dispositions nécessaires afin qu'en aucune manière la responsabilité civile ou pénale de la commune ne soit engagée par suite d'accidents survenant à des tiers pendant la durée de la convention. Notamment, « le bénéficiaire » s'assurera de la mise en sécurité de la borne hors de son logement.

En cas de perte de la clef, elle sera facturée, au prix d'achat livré en mairie, au bénéficiaire, qui devra faire la déclaration de perte et la demande de nouvelle clef en fournissant une attestation sur l'honneur.

ARTICLE 6 - CONDITIONS DE RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, par notification effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date anniversaire annuelle de la signature de la présente convention.

En cas de non-respect des dispositions de la présente convention celle-ci sera résiliée de plein droit. Le bénéficiaire remettra la clef à la commune sans délai.

ARTICLE 7 - TRANSMISSION DES DROITS ET OBLIGATIONS DU CONTRAT

Le bénéfice de la présente convention ne peut être cédé à aucun tiers. Notamment, le prêt de la clef est strictement interdit.

ARTICLE 8 - ELECTION DE DOMICILE DES PARTIES

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile des lieux indiqués en première page à la désignation des parties.

ARTICLE 9 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges, le Tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à, le En deux exemplaires originaux

Porter la mention "Lu et approuvé" avant signature

Le bénéficiaire

Le Maire

Le 27/10/2025 nous avons reçu la requête du tribunal administratif communiquée en PJ.

Position de la mairie sur cette affaire :

M. Lamache, avait privatisé la rue de l'église sans se soucier des autres usagers ! Précédemment il avait même déplacé le chasse-roue très ancien (plus de cent ans) rue de l'église.

Il a déjà fait un recours gracieux sans le nommer contre la délibération initiale. Nous avons fait évoluer la décision pour tenir compte de ses besoins, considérant qu'il en était d'accord au vu de son courriel.

M. Lamache a demandé, obtenu et accepté le principe d'un accès dans la mesure où une clef des bornes amovibles lui était confiée en permanence.

Les différents échanges que nous avons eu avec M. Lamache jusqu'à son accord démontrent la large concertation que nous lui avons consentie.

M. Lamache n'a jamais fait de recours contre les délibérations du conseil municipal fixant les modalités pratiques de piétonisation de la rue de l'église mais porte un recours contre l'arrêté qui ne fait qu'appliquer les dispositions prises par le Conseil Municipal et validées par lui.

M. Lamache n'a jamais déposé de dossier d'urbanisme et de permission de voirie concernant son accès rue de l'église. En effet il est absolument nécessaire pour lui d'obtenir une autorisation d'urbanisme pour élargir son portail compte tenu de la configuration de la rue. Comme il indique lui-même sa parcelle est desservie par une voie communale via un large portail et comme il est indiqué dans le PLUI de Cœur de Charente dans le règlement écrit paragraphe 3.1.1 concernant les accès (extrait) :

« Le nombre des accès sur les voies publiques pourra être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre. »

Bien entendu toutes les démarches de la commune ont été réalisées dans le cadre de cette affaire sans préjugé du résultat de l'instruction de la demande d'urbanisme qui à ce jour n'a pas été faite par M. Lamache.

Concernant le recours administratif « hiérarchique » le Maire s'étonne de cette procédure car ce recours doit être adressé au supérieur hiérarchique du Maire, peut être Monsieur le Préfet de la Charente ?